

Un « Noir » à l'Éducation nationale pour civiliser nos petites têtes blondes ?

Une négrophobie décomplexée au cœur de la République

Vincent GEISSER

« Ceux que nous appelons les Noirs nous sont ensuite apparus comme des gens qui, précisément du fait de leur différence ontique, représentaient jusqu'à la caricature le principe d'extériorité (par opposition au principe d'inclusion). Il nous était par conséquent très difficile d'imaginer qu'ils fussent comme nous ; qu'ils étaient des nôtres. »

Achille Mbembe¹

Qui aurait cru qu'en ce début de XXI^e siècle la nomination d'un ministre noir puisse déclencher une telle violence verbale², digne de l'antisémitisme parlementaire sous la Troisième République, visant à délégitimer les ministres dits « Israélites »³ ?

Il est vrai que les controverses médiatiques qui ont suivi la désignation, le 20 mai 2022, de l'universitaire Pap Ndiaye au ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse pourraient être décryptées à partir d'une grille de lecture politique s'insérant dans un contexte de compétition électorale intense, sans véritable connotation raciale. Pap Ndiaye ne serait que la victime collatérale d'une montée des passions électorales attisées par les enjeux d'un scrutin législatif dont l'issue s'annonçait plus qu'incertaine. Mais cette lecture indifférenciée n'explique ni les raisons profondes pour lesquelles le nouveau ministre de l'Éducation nationale a été la cible principale des attaques d'une partie de la droite, de l'extrême droite et même de la gauche nationaliste, ni les argumentaires identitaires brandis pour disqualifier sa nomination. Il convient donc de rechercher les explications ailleurs, en s'intéressant notamment aux processus d'altérisation⁴ historiquement ancrés dans la société française en général, et

1. MBEMBE, Achille, "Le Noir n'existe pas plus que le Blanc", *Africultures*, n° 92-93, juin 2013, pp. 24-30.
2. HERREROS, Romain, "La nomination de Pap Ndiaye à l'Éducation nationale fait hurler l'extrême droite", *HuffPost*, le 20 mai 2022 ; MEE (rédaction), "France : pourquoi Pap Ndiaye dérange", *Middleeasteye*, le 23 mai 2022 ; PROUST, Jean-Marc, "Ce qui se cache derrière la déferlante raciste envers Pap Ndiaye", *Slate.fr*, le 23 mai 2022.
3. JOLY, Laurent, "Antisémites et antisémitisme à la Chambre des députés sous la III^e République", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 54, 2007, pp. 63-90 ; BIRNBAUM, Pierre, *Un mythe politique : la "République Juive". De Léon Blum à Pierre Mendès-France*, Paris : Éd. Fayard, 1988, 420 p.
4. POIRET, Christian, "Les processus d'ethnisation et de raci(al)isation dans la France contemporaine : Africains, Ultramarins et 'Noirs'", *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 27, n°1, 2011, pp. 107-127.

dans le champ politique hexagonal en particulier, qui font qu'un ministre noir, au *curriculum vitae* pourtant conforme aux autres élites républicaines (classes préparatoires, grandes écoles⁵, direction d'un établissement public⁶, etc.) apparaît toujours, en 2022, comme une anomalie politique. En quoi les principes et les valeurs qui sous-tendent *l'héritocratie à la française*⁷ ne fonctionnent-ils pas pour Pap Ndiaye, du moins dans les représentations véhiculées par certains responsables politiques, éditorialistes ou intellectuels, pour lesquels un universitaire noir n'est pas digne de figurer dans un gouvernement de la République, qui plus est à la tête d'un ministère hautement symbolique, l'Éducation nationale ? En somme, Pap Ndiaye, figure emblématique de la méritocratie républicaine idéale (c'est précisément pour cette raison qu'il a été choisi par le président Emmanuel Macron), se retrouverait transformé malgré lui en figure expiatoire d'une République en crise d'identité, en proie aux communautarismes et aux identitarismes en tout genre. Symbole positif d'un idéal de mobilité sociale et politique (le rêve français)⁸, son image est « retournée » comme symbole négatif de la décadence nationale (le cauchemar d'une France en voie de communautarisation⁹). Et la charge identitaire des polémiques politiques et médiatiques autour de la nomination de Pap Ndiaye est d'autant plus forte qu'il ne s'agit pas de n'importe quel ministère, mais du ministère de l'Éducation nationale, lieu vers lequel convergent toutes les passions françaises sur les affaires de communautarisme, de séparatisme et d'atteinte à la laïcité¹⁰. En deux mots : le Noir est entré par effraction dans le temple de la République.

Car, tant dans sa symbolique historique que dans sa composition sociologique réelle ou fantasmée, ce lieu emblématique de la République continue à répondre à un idéal de « blanchité » qui n'est presque jamais assumé comme tel — consécutivement à la disqualification des théories raciales après les horreurs de la Seconde Guerre mondiale — mais n'en produit pas moins des effets probants sur les représentations sociales. Cet idéal républicain renvoie à un imaginaire de « blancheur immaculée », désormais sécularisé, à l'instar des normes implicites qui président au choix des modèles féminins des bustes de Marianne, analysées très finement par Mame-Fatou Niang, maîtresse de conférences à l'université

5. Voir la biographie officielle de Pap Ndiaye sur le site du gouvernement français : <https://www.gouvernement.fr/ministre/pap-ndiaye>.

6. Pap Ndiaye a dirigé le Musée de l'histoire de l'immigration (sous la tutelle du ministère de la Culture) de mars 2021 à mai 2022.

7. PASQUALI, Paul, *Héritocratie. Les élites, les grandes écoles et les mésaventures du mérite (1870-2020)*, Paris : Éd. La Découverte, 2021, 320 p.

8. ARSLAN, Leyla, *Enfants d'Islam et de Marianne. Des banlieues à l'Université*, Paris : Presses universitaires de France, 2010, 360 p.

9. DHUME-SONZOGNI, Fabrice, *Communautarisme. Enquête sur une chimère du nationalisme français*, Paris : Éd. Demopolis, 2018, 236 p. ; MOHAMMED, Marwan ; TALPIN, Julien (sous la direction de), *Communautarismes ?*, Paris : Presses universitaires de France, 2018, 112 p.

10. LORCERIE, Françoise ; MOIGNARD, Benjamin, "L'école, la laïcité et le virage sécuritaire post-attentats : un tableau contrasté", *Sociologie*, vol. 8, n° 4, 2017, pp. 439-446.

Carnegie Mellon de Pittsburg (États-Unis) : « *Les bustes de Marianne occupent une place d'honneur dans les bâtiments publics et ses traits ornent timbres, pièces de monnaie et documents officiels. Sous le bonnet phrygien, l'on reconnaîtra tour à tour Brigitte Bardot, Catherine Deneuve, Inès de la Fressange ou encore Vanessa Paradis, toutes des femmes blanches. La représentation de la République serait donc attachée à un certain imaginaire, à une certaine couleur qui est le blanc* »¹¹. Que l'on adhère ou non à l'hypothèse de la « blanchité » des symboles républicains émise par Mame-Fatou Niang, l'on ne peut nier que la présence d'un descendant de l'immigration postcoloniale, qui plus est noir, dans un gouvernement ou une assemblée politique reste encore, en 2022, problématique. Elle est perçue comme une « entrée par effraction », traitée sur le mode de l'exception (l'emblème, le symbole ou le méritant) ou comme le fait du Prince (la volonté du président) et non sous l'angle de la normalité sociologique qui voudrait que la composition de nos institutions politiques soit à l'image de la société française d'aujourd'hui. D'où la double illégitimité qui frappe le ministre noir ou basané : sa nomination est considérée comme arbitraire et son parcours social est vu comme dissonant par rapport à la normalité sociologique de *l'héritocratie* française qui reste majoritairement monochrome. D'où l'obsession de scruter le moindre détail de son *curriculum vitae* et d'exhumer ses positions publiques passées pour prouver que le Noir n'est pas vraiment à sa place.

Ce procès en « francité suspecte » des élites politiques issues des minorités ethnoreligieuses ne constitue pas un phénomène récent¹². Il a traversé toute l'histoire de la République française, visant plus particulièrement le personnel parlementaire et gouvernemental. Le fantasme d'une infiltration du corps politique par des élites censées travailler pour le « parti de l'étranger »¹³ s'est manifesté avec force à plusieurs moments critiques de notre histoire contemporaine, notamment dans les périodes de crise sociale et économique.

Les travaux d'historiens comme Laurent Joly¹⁴, Emmanuel Debono¹⁵ ou Pierre Birnbaum¹⁶ nous rappellent que l'antisémitisme parlementaire, apparu dans les années 1890, dont le principal porte-parole était alors Édouard Drumont¹⁷, a connu plusieurs poussées au cours du siècle dernier. Il a atteint son

11. NIANG, Mame-Fatou, "Des particularités françaises de la nérophobie", in : SLAOUTI, Omar ; LE COUR GRANDMAISON, Olivier (sous la direction de), *Racismes de France*, Paris : Éd. La Découverte, 2020, pp. 151-169 (voir p. 156).

12. GEISSER, Vincent ; SOUM, El Yamine, *Discriminer pour mieux régner. Enquête sur la diversité dans les partis politiques*, Ivry-sur-Seine : Les Éditions de l'Atelier, 2008, 204 p.

13. CHAPOUTOT, Johann, "Le parti de l'étranger", *Libération*, le 11 novembre 2020, https://www.liberation.fr/debats/2020/11/11/le-parti-de-l-etranger_1805292.

14. JOLY, Laurent, 2007, art. cité.

15. DEBONO, Emmanuel, "Les dynamiques de l'antisémitisme à l'œuvre dans les années 30", *Archives Juives*, n° 40, 2^e semestre 2007, pp. 110-121.

16. BIRNBAUM, Pierre, 1988, *op. cit.*

17. Les milieux conservateurs antisémites ciblaient alors les députés "juifs" de la Chambre, notamment Adolphe Crémieux, Alfred Naquet ou encore Joseph Reinach. Voir à ce sujet : JOLY, Laurent, "L'entrée de l'antisémitisme sur la scène parlementaire française. Le débat sur l'"infiltration juive" à la Chambre en mai 1895", *Archives Juives*, n° 38, 1^{er} semestre 2005, pp. 114-128.

paroxysme sous le *Front populaire* (1936-1938), le président du Conseil, Léon Blum, incarnant pour les milieux nationalistes et xénophobes les intérêts particuliers d'une « République juive » qui, par cosmopolitisme, aurait cherché à détruire l'âme française : « À partir de 1936, la victoire du Front populaire, la panique qu'elle suscite dans l'opinion conservatrice, et les dernières années du régime, marquées par le spectre de la guerre, suscitent une recrudescence d'antisémitisme en France qui se cristallise autour de la figure de Blum »¹⁸. S'il convient bien sûr de manier ce rapprochement historique avec beaucoup de prudence, il est frappant de constater que l'antisémitisme parlementaire pose les fondements d'une mythologie politique de l'anti-France, où des représentants du peuple et des membres du gouvernement issus des « minorités ethno-confessionnelles », pourtant totalement intégrés aux milieux élitaires, font constamment l'objet d'attaques et de procès d'intention, remettant en cause leur francité et la sincérité de leur allégeance à la nation¹⁹.

Plus près de nous, comment ne pas évoquer la blessure symbolique subie par Gaston Monnerville, ancien résistant, qui présida le Conseil de la République²⁰, puis le Sénat, durant près de vingt ans (1947-1968). Petit-fils d'esclave, natif de Cayenne, grande figure du parlementarisme français de l'après-guerre, il prit véritablement conscience du racisme de la classe politique hexagonale, lorsqu'en 1953, une majorité de parlementaires se coalisa contre lui pour l'empêcher de devenir président de la République²¹ : « *Peut-être aussi parce qu'il [Gaston Monnerville] avait le "défaut" à leurs yeux d'avoir la peau noire, d'être originaire de Cayenne, en Guyane. C'est au nom de ces préjugés raciaux — bien que ce fût non-dit — que les parlementaires de la République allèrent jusqu'au treizième tour de scrutin, en décembre 1953, pour élire un président de la République, René Coty, qui, au départ, n'avait pas fait acte de candidature, afin d'empêcher celui qui présidait le Conseil de la République et y était, en principe, destiné d'accéder à la magistrature suprême. Le petit-fils d'esclave, des deux côtés de ses parents, en conçut une blessure profonde* »²².

Durant ces vingt dernières années, alors qu'on pouvait penser que la France était désormais acquise à une forme d'antiracisme sociétal profondément ancré dans les mœurs et les pratiques sociales et ce, en dépit de la progression électorale du *Front national* (aujourd'hui *Rassemblement national [RN]*), plusieurs

18. JOLY, Laurent, 2007, art. cité (voir p. 82).

19. Dans une période plus récente, on pourrait également citer les attaques antisémites dont a fait l'objet Simone Veil, lorsqu'elle a défendu devant l'Assemblée nationale, en novembre 1974, la loi dépénalisant l'avortement en France : MAYER, Nonna, "Permanences et renouveau de l'antisémitisme en France", *Communications*, n° 107, 2020, pp. 63-76.

20. Chambre haute du Parlement de 1946 à 1958, qui fut remplacée par le Sénat dans la Constitution de la V^e République.

21. Sous la IV^e République, instituée par la Constitution du 27 octobre 1946, le président de la République, aux prérogatives réduites, était élu directement par les parlementaires.

22. ROGER, Patrick, "Gaston Monnerville, un destin républicain au seuil du Panthéon ?", *Le Monde*, le 7 novembre 2021, https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/11/07/gaston-monnerville-un-destin-republicain-au-seuil-du-pantheon_6101288_823448.html.

procès en « francité suspecte » frappèrent des ministres de la République. À chaque fois, les controverses publiques, relayées par une partie de la classe politique, portèrent sur un prétendu « agenda communautaire caché » des ministres en question.

Dans son livre autobiographique, *Un mouton dans la baignoire*²³, l'écrivain et universitaire Azouz Begag, nommé ministre délégué à la Promotion de l'égalité des chances sous le gouvernement de Dominique de Villepin (juin 2005 – avril 2007), témoigne aussi du racisme dont firent preuve à son égard certains collègues ministres, remettant en cause sa loyauté gouvernementale et lui rappelant constamment ses origines banlieusardes, algériennes et arabo-musulmanes : « À tous les Conseils des ministres, le mercredi matin, à côté de moi, en face, à droite, Hortefeux [ministre de l'Intérieur] me faisait comme ça (il mime un signe d'égorgement). Pour rire, bien sûr. Au Conseil des ministres ! Avec le Président de la République. Avec Dominique de Villepin. Voilà le geste qu'on voit au Conseil des ministres, au palais de l'Élysée, en 2007, en France. Parce que je suis un bougnoule dans leurs têtes ! Parce qu'eux ils sont dans le djebel, en train de lâcher des parachutistes. On va les égorger ! »²⁴.

Lors de ses fonctions au ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (août 2014 – mai 2017), Najat Vallaud-Belkacem fit également l'objet de nombreuses attaques racistes, véhiculant l'idée que la ministre socialiste entretenait un agenda communautaire caché. Les milieux d'extrême droite se déchaînèrent contre elle, se livrant même à une véritable manipulation médiatique, laissant croire que la ministre française d'origine marocaine avait édicté une circulaire²⁵ imposant aux petites têtes blondes l'enseignement de la langue arabe dès l'école primaire. La ministre fut même comparée dans la presse d'extrême droite à un ayatollah de l'Éducation nationale et à une activiste musulmane cherchant à arabiser et à islamiser l'école publique. On peut lire ainsi dans le magazine *Valeurs Actuelles* : « L'ayatollah. Najat Vallaud-Balkacem ne doit pas sa nomination Rue de Grenelle à sa connaissance des dossiers, mais à ses manières d'idéologue qui plaisent tant à la gauche et insupportent la droite. Portrait d'une provocatrice qui ne recule devant rien pour imposer coûte que coûte ses délires progressistes »²⁶. Ces thèses racistes furent aussi très largement relayées par des personnes de la droite classique, mettant constamment en doute la capacité de Najat Vallaud-Belkacem à être ministre de la République et à gérer les affaires de l'Éducation nationale. Outre ses

23. BEGAG, Azouz, *Un mouton dans la baignoire*, Paris : Éd. Fayard, 2007, 384 p.

24. "Azouz Begag accuse ouvertement Brice Hortefeux de racisme", *Lyon Mag*, le 1^{er} février 2014, <https://www.lyonmag.com/article/62114/azouz-begag-accuse-ouvertement-brice-hortefeux-de-racisme>.

25. "Fausse circulaire sur les cours d'arabe : l'Éducation nationale porte plainte", *Les Échos*, le 8 septembre 2014, <https://www.lesechos.fr/2014/09/fausse-circulaire-sur-les-cours-darabe-leducation-nationale-porte-plainte-309168>.

26. STAINVILLE, Raphaël, "Madame la ministre de la Rééducation nationale", *Valeurs Actuelles*, le 4 septembre 2014, <https://www.valeursactuelles.com/societe/madame-la-ministre-de-la-reeducation-nationale>.

appartenances identitaires supposées multiples (arabité, berbérité, islamité et marocanité)²⁷, ce sont aussi ses sympathies avec les milieux LGBT qui furent dénoncées par les milieux conservateurs et nationalistes, notamment lors de ses fonctions au ministère des Droits des femmes, de la Ville, de la Jeunesse et des Sports (mai 2012 – août 2014). Il est vrai qu'une partie de la droite dite « républicaine » et de l'extrême droite ne pardonna jamais à la ministre son engagement public en faveur du « mariage pour tous » : « *L'ancienne secrétaire nationale du Parti socialiste chargée des questions de société et des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBT) était même, pour le fondateur de Terra Nova, comme l'incarnation faite femme des idées progressistes qu'il portait* »²⁸. Dans la rhétorique racialisante, comme le montrent les spécialistes de l'antisémitisme politique, les thématiques sexuelles et xénophobes sont fréquemment associées, visant à disqualifier les députés et les ministres « minoritaires » sur les registres de l'anti-France et de la dépravation des mœurs²⁹. Les allusions racistes et sexuelles, surtout lorsqu'il s'agit d'une femme, participent d'une même combinatoire racialisante³⁰.

Au cours des quinze dernières années, Christiane Taubira est sans aucun doute la personnalité publique qui eut à subir les attaques racistes les plus virulentes³¹, allant jusqu'à ressusciter les vieux procédés racialisants de la fin du XIX^e siècle, fondées sur l'animalisation de l'Autre³² : elle fut maintes fois caricaturée en singe, en guenon, dans la presse et les réseaux sociaux d'extrême droite, mais aussi par certains milieux de la droite classique hostiles au mariage pour tous³³. Une telle campagne de haine contre une ministre de la République, dans un État réputé pourtant « démocratique », incita même le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme à prendre position et à rappeler les autorités françaises à leur devoir de lutter contre le racisme³⁴. Plus récemment, en février 2022, la candidature et la victoire de Christiane Taubira à

27. Voir la Une du journal d'extrême droite *Minute* : "Une Marocaine musulmane à l'Éducation nationale", le 3 septembre 2014.

28. STAINVILLE, Raphaël, art. cité.

29. BIRNBAUM, Pierre, *Léon Blum. Un portrait*, Paris : Éditions du Seuil, 2016, 272 p.

30. HAMEL, Christelle, "La sexualité entre sexisme et racisme : les descendantes de migrant-e-s du Maghreb et la virginité", *Nouvelles questions féministes*, vol. 25, n° 1, 2006, pp. 41-58.

31. CHEBEL D'APPOLLONIA, Ariane, "Du discours de Dakar à l'affaire Taubira", in : BLANCHARD, Pascal (sous la direction de), *Vers la guerre des identités ? De la fracture coloniale à la révolution ultranationale*, Paris : Éd. La Découverte, 2016, pp. 59-66.

32. DUVAL, Maurice, "Du naturalisme comme substrat idéologique du racisme anti-noirs", *L'Homme et la société*, n° 77-78, 1985, pp. 85-100.

33. En tant que ministre de la Justice, c'est Christiane Taubira qui défendit devant l'Assemblée nationale, le 29 janvier 2013, le projet de loi visant à légaliser le mariage pour tous : GUERRIER, Sophie, "Le discours de Christiane Taubira pour le mariage pour tous", *Le Figaro*, le 27 mars 2014 <https://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2014/03/27/25001-20140327ARTFIG00079-le-discours-de-christiane-taubira-pour-le-mariage-pour-tous.php>.

34. "L'ONU condamne les attaques racistes contre une ministre française", *Radio Canada*, le 15 novembre 2013, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/641714/france-hcr-christiane-taubira>.

la primaire de la Gauche — visant à désigner un candidat unique à l'élection présidentielle — ont relancé les campagnes haineuses à son égard, reprenant tous les poncifs du racisme anti-Noirs et atteignant une violence inégalée, comme le note Noémie Lair, journaliste à *Radio France*, qui a réalisé une enquête sur le sujet : « *Au fil de nos recherches sur le réseau social, on découvre d'autres messages, comme celui de cet internaute qui utilise les termes de "gauche nègre indigéniste" quand il évoque la candidature de Christiane Taubira ou encore cet autre internaute qui utilise un mot dièse raciste que nous ne reproduisons pas ici. La très grande majorité de ces comptes sont anonymes. La plupart du temps, ils récoltent très peu de partages et de likes [...]. Sous des publications du site Internet identitaire fdesouche par exemple, plusieurs messages racistes s'enchaînent : "guenon haineuse", "Donkey Kong". Un utilisateur évoque aussi le "bananier" de Christiane Taubira et conclut son message par une référence au chimpanzé de Tarzan* »³⁵. On pouvait penser a priori que cette « nérophobie numérique » constituait aujourd'hui un phénomène marginal, véhiculée par des milieux d'extrême droite radicaux (les Identitaires)³⁶, voire par des personnes déséquilibrées qui trouveraient dans la haine anti-Noirs un exutoire à leur malaise psychologique et social. Or, il n'en est rien. Comme le rappelait Christiane Taubira dans une interview accordée au journal *Libération*, en novembre 2013 : « *Ce ne sont pas des dérapages, qui sont des inattentions, c'est infiniment plus grave ! Il s'agit très clairement d'inhibitions qui disparaissent, de diques qui tombent* »³⁷.

En effet, la nérophobie n'a rien d'un épiphénomène que l'on pourrait assimiler à des scories d'un passé révolu, amenées à disparaître avec l'enracinement des idéaux antiracistes et des droits de l'homme dans nos sociétés démocratiques. Une telle vision positiviste et faussement optimiste relève d'une forme de myopie sociale et politique, justifiant l'immobilisme et, parfois même, des attitudes de complaisance à l'égard de ceux qui tentent de restaurer les pseudo-théories racistes au nom de la liberté d'expression. De ce point de vue, les attaques qui ont visé Pap Ndiaye n'ont rien d'un accident. Sous couvert de différends politiques et de droit à la critique, la campagne contre la nomination du nouveau ministre de l'Éducation nationale reprend les registres classiques de disqualification des élites dites « minoritaires », ancrés dans l'histoire contemporaine de la société française en général, et dans celle de son système politique en particulier. Il s'agit précisément d'un racisme élitair qui vise d'autres élites, perçues comme suspectes du point de vue de leur francité et

35. LAIR, Noémie, "Christiane Taubira victime d'une bordée d'injures racistes sur le réseau social Gettr", *France Inter*, le 1^{er} février 2022 : <https://www.radiofrance.fr/franceinter/christiane-taubira-victime-d-une-bordee-d-injures-racistes-sur-le-reseau-social-gettr-6028400>.

36. CASTELLI GATTINARA, Pietro ; FROIO, Caterina, "Quand les identitaires font la une. Stratégies de mobilisation et visibilité médiatique du bloc identitaire", *Revue française de science politique*, vol. 68, n° 1, 2018, pp. 103-119.

37. ROUSSELOT, Fabrice ; FAURE, Sonya, "Taubira : 'Ces attaques racistes sont une attaque au cœur de la République'" (entretien avec Christiane Taubira), *Libération*, le 5 novembre 2013 : https://www.liberation.fr/societe/2013/11/05/taubira-ces-attaques-racistes-sont-une-attaque-au-coeur-de-la-republique_944839.

de leur attachement aux idéaux de la nation. Et l'on peut penser que plus les élites issues des minorités ethno-raciales seront visibles dans l'espace public et présentes dans les cercles dirigeants, plus elles réveilleront les haines, les fantasmes et les attaques fondés sur ce préjugé racial, selon lequel même diplômées, même sorties des grandes écoles de la République, même dotées d'expérience de direction d'institutions étatiques, elles ne seront jamais vraiment à leur place dans les instances du pouvoir : on considérera toujours qu'elles sont entrées par effraction dans l'*héritocratie* française.

Sur ce plan, les registres de disqualification véhiculés par les détracteurs de Pap Ndiaye pour remettre en question sa nomination à la tête d'un ministère hautement symbolique (celui de Jules Ferry !)³⁸ sont étonnamment communs, renvoyant à une forme de vulgate raciale qui traverse l'histoire de France depuis le XIX^e siècle. Bien sûr, ces registres de disqualification font l'objet d'un travail de réactualisation (ils visent désormais les nouvelles « classes dangereuses », les minorités « à problème »), d'euphémisation (il s'agit d'échapper aux condamnations pénales pour haine raciale) et de ciblage (dans le cas d'espèce, ils cherchent à atteindre une personnalité noire). Mais ils participent bien d'une même matrice raciale qui a visé dans le passé lointain et récent d'autres personnalités publiques et membres du gouvernement issus des « minorités ethnoreligieuses », comme Simone Veil, « l'avorteuse juive »³⁹, Azoug Begag, « le Beur indulgent à l'égard des racailles », Najat Vallaud-Belkacem, « l'Arabe marocaine complaisante à l'égard des LGBT », ou encore Christiane Taubira, « la négresse progressiste », etc.

Examinons brièvement ces registres de disqualification.

En premier lieu, *le registre de l'anti-France*, qui, bien que désormais drapé dans un argumentaire politique classique, ressuscite le fantasme de l'infiltration des gouvernements français par des élites minoritaires, dont le projet secret serait de saper les valeurs fondatrices de la nation française. Ainsi, Marine Le Pen, candidate à l'élection présidentielle pour le *Rassemblement national*, déclarait à propos de la désignation de Pap Ndiaye : « *La nomination de Pap Ndiaye, indigéniste assumé, à l'Éducation nationale est la dernière pierre de la déconstruction de notre pays, de ses valeurs et de son avenir* »⁴⁰. Cette thématique de l'anti-France a été reprise par la plupart des cadres et des porte-parole de son

38. En réalité, Jules Ferry fut ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et occupa les locaux de la rue de Grenelle de 1879 à 1883. Ce n'est qu'en 1932, sous le gouvernement d'Édouard Herriot, que le ministère de l'Instruction publique est rebaptisé "Éducation nationale" : <https://www.education.gouv.fr/le-ministere-de-l-education-nationale-de-1789-nos-jours-41534>.

39. Même après son décès, Simone Veil continue à faire l'objet d'attaques antisémites : "Une stèle en l'honneur de Simone Veil recouverte de croix gammées en Bretagne", Le Monde/AGENCE France PRESSE, le 11 novembre 2021, https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/08/11/une-stele-en-l-honneur-de-simone-veil-recouverte-de-croix-gammees-en-bretagne_6091174_3224.html.

40. HERREROS, Romain, art. cité.

parti, notamment par le responsable des fédérations, Julien Odoul⁴¹, ou encore par le président par intérim du RN, Jordan Bardella, pour qui Pap Ndiaye est le représentant d'« *idéologies antirépublicaines, antifrançaises, raciales et haineuses* »⁴². Éric Zemmour, président de *Reconquête*, ira encore plus loin dans l'outrance verbale en accusant Pap Ndiaye de vouloir utiliser sa fonction de ministre pour déconstruire le roman national : « *C'est toute l'histoire de France qui va être revisitée à l'aune de l'indigénisme, de l'idéologie woke et de l'islamogauchisme. [Le ministre de l'Éducation] va être chargé de reformater les esprits des petits Français pour leur apprendre que les Blancs sont éternellement coupables, que les Noirs sont victimes et que nous sommes une terre d'immigration et que nous devons surtout continuer à l'être* »⁴³.

Une variante de ce thème de l'anti-France, qui s'exprime aujourd'hui davantage sur un registre culturaliste que racialisé, vise à dénoncer *les positions soi-disant anti-laïques et anti-républicaines des élites issues des minorités*. Ce type d'attaques a été véhiculé par des porte-parole de la droite conservatrice et de l'extrême droite mais aussi par une partie de la gauche nationaliste ; notamment dans la mouvance du « Printemps républicain »⁴⁴. Le nouveau ministre de l'Éducation nationale est ainsi opposé systématiquement à son prédécesseur, Jean-Michel Blanquer, présenté comme un héraut des idéaux laïques⁴⁵ et républicains : « *On peut craindre également une remise en cause de la politique laïque de Jean-Michel Blanquer (déploiement d'une formation des enseignants à la laïcité, mise en place d'un conseil des sages de la laïcité au niveau national et des référents laïcité dans les rectorats). Enfin, on peut craindre des initiatives qui viendraient promouvoir au sein de la communauté éducative un discours faisant des institutions républicaines des instruments d'un racisme délibéré* »⁴⁶. On retrouve

41. Sur son compte Twitter, le 20 mai 2022, Julien Odoul écrit à propos de Pap Ndiaye : « *Un militant immigrationniste pour rééduquer nos enfants au 'vivre-ensemble' avec les migrants et déconstruire l'Histoire de France. Cette nomination dépasse les bornes de la provocation* », <https://twitter.com/julienodoul/status/1527656171888418820>.

42. « Le nouveau ministre de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye, héraut d'« idéologies antifrançaises », pour Jordan Bardella », *Franceinfo*, le 24 mai 2022, https://www.francetvinfo.fr/politique/gouvernement-d-elisabeth-borne/video-le-nouveau-ministre-de-l-education-nationale-pap-ndiaye-heraut-d-ideologies-antifrancaises-pour-jordan-bardella_5155876.html.

43. « Nouveau gouvernement : l'extrême droite concentre ses critiques sur Pap Ndiaye », *Europe 1/AFP*, le 20 mai 2022, <https://www.europe1.fr/politique/nouveau-gouvernement-lextreme-droite-concentre-ses-critiques-sur-pap-ndiaye-4112728>.

44. MAGELLAN, Frédéric, « Macron cocufie les laïques. Gilles Clavreul et Amine El Khatmi se sont fait avoir par la majorité », *Causeur*, le 23 mai 2022, <https://www.causeur.fr/macron-cocufie-les-laiques-printemps-republicain-legislatives-pap-ndiaye-gilles-clavreul-234174>.

45. Les critiques sur le supposé anti-laïcisme de Pap Ndiaye apparaissent d'autant plus surprenantes que dès son arrivée au ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse il a annoncé la mise en place d'un dispositif visant à évaluer les atteintes à la laïcité en milieu scolaire. Voir : BATTAGLIA, Mattea, « Pap Ndiaye promet une 'évaluation mensuelle' des atteintes à la laïcité en milieu scolaire à la rentrée », *Le Monde*, le 26 juin 2022.

46. 2^{ème} DB73 (pseudonyme d'un militant de la laïcité), « Wokisme à l'Éducation nationale : Pap Ndiaye, un ministre en non-mixité idéologique », *Atlantico*, le 21 mai 2022, <https://atlantico.fr/article/decryptage/wokisme-a-l-education-nationale-pap-ndiaye-un-ministre-en-non-mixite-ideologique-nomination-remaniement-jean-michel-blanquer-reformes-histoire-france-democratie-elisabeth-borne-enmanuel-macron-lrem-renaissance-gauche-nupes-woke-2eme-db73>.

cette analyse alarmiste chez l'ancien ministre socialiste, Jean-Pierre Chevènement, pour qui la nomination de Pap Ndiaye risque de déstabiliser le système scolaire français : « *Il n'y a pas plus sûre méthode pour désorienter une grande institution comme l'Éducation nationale que de la confier tour à tour à deux ministres dont les philosophies de l'État s'opposeraient* »⁴⁷.

En second lieu, le registre de l'allégeance communautaire, déjà présent au début du XIX^e siècle dans l'antisémitisme parlementaire⁴⁸ : un ministre issu d'une minorité ethnique ou confessionnelle ferait nécessairement passer les intérêts de « sa communauté » avant ceux du peuple français. En somme, Pap Ndiaye œuvrerait d'abord au sein du gouvernement français en faveur de la « communauté noire », son habitus communautaire étant prédominant. C'est ce que suggère Gilbert Collard, avocat médiatique, ancien député RN, rallié au mouvement *Reconquête* d'Éric Zemmour, pour qui le nouveau ministre est un « *idéologue, un communautariste* », mentionnant au passage qu'il a participé en 2016 « *à une réunion réservée aux Noirs* »⁴⁹. Ses déclarations sont loin d'être isolées : la plupart des détracteurs de Pap Ndiaye rappellent ainsi que le nouveau ministre a été membre-fondateur du *Conseil représentatif des associations noires de France* (CRAN), qu'il a siégé au sein de son conseil scientifique et qu'il aurait fréquenté des réunions interdites aux Blancs. Cette idée d'un habitus communautaire qui serait susceptible d'influencer les attitudes, les comportements et les décisions du nouveau ministre de l'Éducation nationale est d'ailleurs reprise dans une forme davantage « intellectualisée » par Pierre-André Taguieff, directeur de recherche émérite au CNRS : « *Il est venu cependant au secours de l'exaltée Assa Traoré aux propos accusateurs et incendiaires, en déclarant avec complaisance et peut-être empathie en juillet 2020 [...]. Il légitimait ainsi le pseudo-antiracisme fondé sur la dénonciation litannique des "violences policières", autre importation des radicaux états-unien. Car la militante décoloniale Assa Traoré désignait clairement l'"ennemi commun : le système", le "système" criminel qui, selon elle, "tue" les jeunes issus de l'immigration. Elle précisait ainsi sa vision intrinsèquement négative de la société française : "En France, la ségrégation sociale est doublée d'une ségrégation raciale ; ce qui se passe aujourd'hui dans les quartiers s'inscrit dans la suite de l'histoire de l'esclavage et de la colonisation". On reconnaît la thèse du "racisme systémique". Comment, lorsqu'on prétend être, une fois nommé ministre, un "pur produit de la méritocratie républicaine", peut-on assumer d'avoir attribué à l'agitatrice Traoré, entourée de dénonciateurs de l'universalisme républicain en tant que masque du racisme, un "discours rassembleur" ?* »⁵⁰. En somme, si l'on suit Pierre-André Taguieff dans son raisonnement, le ministre noir

47. "Chevènement critique la nomination de Ndiaye qui pourrait 'désorienter l'Éducation nationale'", *Marianne*, le 23 mai 2022, <https://www.marianne.net/societe/laicite-et-religions/chevenement-critique-la-nomination-de-ndiaye-qui-pourrait-desorienter-leducation-nationale>.

48. JOLY, Laurent, 2007, art. cité.

49. Cité par Paul Sugy, "Pap Ndiaye à l'Éducation nationale : la droite fulmine, l'extrême gauche s'incline", *Le Figaro*, le 21 mai 2022, <https://www.lefigaro.fr/politique/pap-ndiaye-a-l-education-nationale-la-droite-fulmine-l-extreme-gauche-s-incline-20220521>.

50. DEVECCHIO, Alexandre, Grand entretien, "Pierre-André Taguieff : 'Pap Ndiaye a inventé le wokisme de salon'", *Le Figaro*, le 3 juin 2022, <https://www.lefigaro.fr/vox/societe/pierre-andre-taguieff-pap-ndiaye-a-invente-le-wokisme-de-salon-20220603>.

doit encore faire ses preuves, en montrant par ses actes et ses décisions qu'il s'est détaché définitivement de sa « communauté d'origine » et qu'il a rompu avec son habitus communautaire.

Troisième registre relevant de cette matrice raciale, *le préjugé selon lequel un ministre issu d'une minorité ethnoreligieuse entretiendrait naturellement une forme de collusion avec les autres minoritaires*. En somme, l'élite noire agirait de concert avec d'autres élites issues des minorités ethnoreligieuses pour saper les principes et les valeurs de la nation. On n'est pas très éloigné ici de l'énonciation vulgaire et « rénovée » de la théorie des « Quatre États confédérés » de Charles Maurras⁵¹, revisitée par l'extrême droite et la droite nationaliste au XXI^e siècle qui s'en prend désormais aux partisans du « wokisme », sans jamais vraiment le définir. À propos de la nomination de Pap Ndiaye, Marine Le Pen déclare ainsi : « *Ce choix de mettre un homme qui défend l'indigénisme, le racialisme et le wokisme à la tête de l'Éducation nationale, c'est un choix terrifiant pour les parents et grands-parents que nous sommes* »⁵². Ce fantasme de collusion est exprimé avec encore plus de virulence par la journaliste Élisabeth Lévy, chroniqueuse sur la chaîne Cnews : « *Macron me déçoit. Pap Ndiaye à l'Éducation nationale c'est bien, mais il aurait dû nommer Assa Traoré⁵³ à l'Intérieur et Houria Bouteldja⁵⁴ à la Culture* »⁵⁵. Cette accusation de collusion avec les autres minoritaires pousse certains détracteurs à suspecter le ministre de l'Éducation nationale, à peine nommé, de traiter la question du « séparatisme islamiste » avec laxisme, à l'instar de Malika Sorel, ancienne membre du Haut Conseil à l'intégration, qui craint que la nomination de Pap Ndiaye ne soit un « feu vert » donné aux islamistes⁵⁶.

Autre registre classique de la nérophobie que l'on croyait pourtant appartenir à une autre époque : le préjugé que le Noir, en dépit de sa trajectoire de réussite

51. JOLY, Laurent, "Les débuts de l'Action française (1899-1914) ou l'élaboration d'un nationalisme antisémite", *Revue historique*, n° 639, 2006, pp. 695-718.

52. DESMONCEAUX, Juliette, "Un choix terrifiant : Marine Le Pen fustige la nomination de Pap Ndiaye à l'Éducation nationale", *BFM TV*, le 21 mai 2022, https://www.bfmtv.com/politique/un-choix-terrifiant-marine-le-pen-fustige-la-nomination-de-pap-ndiaye-a-l-education-nationale_AV-202205210132.html.

53. Sœur d'Adama Traoré, jeune homme de 24 ans mort le 19 juillet 2016 à la gendarmerie de Persan (département du Val d'Oise) après son interpellation, alors qu'il tentait de fuir un contrôle concernant son frère aîné. Militante antiraciste, Assa Traoré dénonce le "racisme policier".

54. Co-fondatrice et ancienne porte-parole du *Mouvement des indigènes de la République* (MIR), devenu en 2008 le *Parti des indigènes de la République* (PIR).

55. LÉVY, Élisabeth, Tweet du 20 mai 2022, <https://twitter.com/elevycauseur/status/152767216782711936>.

56. SOREL, Malika, "Sur les tenues religieuses à l'école, Pap Ndiaye fait le choix de la lâcheté", *Atlantico*, le 16 juin 2022, <https://atlantico.fr/article/decryptage/malika-sorel-sur-les-tenues-religieuses-a-l-ecole-pap-ndiaye-fait-le-choix-de-la-lachete-laicite-france-education-nationale-loi>. Voir aussi les nombreuses attaques à l'endroit de Pap Ndiaye publiées par le magazine *Causeur* : LARMAT, Isabelle, "Pap Ndiaye, qu'attendez-vous pour porter le qamis ?", *Causeur*, le 17 juin 2022, <https://www.causeur.fr/pap-ndiaye-entrisme-islamique-lycee-wokisme-236099> (ndlr : le *qamis* est la grande chemise blanche portée par certains croyants et pratiquants musulmans, voire par des membres de mouvements fondamentalistes, comme les Salafistes. Le magazine *Causeur* fait donc référence ici au "symbole de l'islamisation de la France").

scolaire et professionnelle, serait *notoirement incompétent*. En deux mots : il n'est pas fait pour ce ministère, il n'est pas à sa place à l'Éducation nationale. Le *curriculum vitae* du nouveau ministre est ainsi passé au crible, alors que celui des autres ministres laisse plutôt indifférent les commentateurs du moment. Que Pap Ndiaye soit l'un des ministres de l'Éducation nationale les « mieux diplômés » de toute l'histoire de la Cinquième République ne les dérange pas. L'obsession est ailleurs : mettre en évidence les failles dans la trajectoire socioprofessionnelle et le passé militant du ministre noir, en sous-entendant qu'il représente un « profil à risque » pour la politique du gouvernement et la cohésion nationale. Ce registre à la fois paternaliste et racialisé est repris par la droite conservatrice, l'extrême droite mais aussi par des éditorialistes sans étiquette politique connue, telle cette ancienne journaliste de la rédaction du magazine féminin *Elle* qui s'interroge sur les compétences réelles du nouveau ministre : « *Est-il capable de réorienter sa vision, de laisser au vestiaire wokisme et indigénisme et prendre à bras le corps le défi colossal qui lui est lancé : améliorer le niveau des élèves, recruter les professeurs qui manquent, lutter contre les inégalités sans renoncer à la méritocratie qui permettait aux élèves défavorisés les plus doués et les plus travailleurs d'intégrer la voie royale des élites républicaines ?* »⁵⁷.

Enfin, dernier registre de disqualification, lui aussi devenu classique des discours tenus à l'égard des élites issues des minorités ethnoreligieuses et critiques à l'égard du « mythe républicain » et de la laïcité identitaire : *l'idée qu'elles constitueraient le cheval de Troie de l'américanisation de la société française*. Comme le souligne l'universitaire Mame-Fatou Niang, « *depuis le milieu des années 2000, la réception de la question noire en France est grandement caractérisée par le rejet d'un mouvement prétendument né d'importations étrangères (principalement étatsuniennes) et par la critique virulente d'une "tyrannie du politiquement correct" et d'une nouvelle "dictature des identités" menaçant l'unité de la République* »⁵⁸. Aussi, Pap Ndiaye ne serait-il pas seulement un « communautariste en puissance », mais aussi un vecteur d'américanisation de la France, un importateur de la « culture du ghetto » et des thèses de l'antiracisme identitaire (opposé implicitement à l'antiracisme universaliste). On notera que la plupart des politiques, des éditorialistes et des intellectuels qui développent ce type de préjugés ont rarement fait l'effort de lire les articles et les ouvrages du nouveau ministre de l'Éducation nationale⁵⁹,

57. TORANIAN, Valérie, "Emmanuel Macron et Pap Ndiaye : l'acrobate et le funambule", *Revue des deux Mondes*, mai 2022, <https://www.revuedesdeuxmondes.fr/emmanuel-macron-et-pap-ndiaye-lacrobate-et-le-funambule>.

58. NIANG, Mame-Fatou, *op. cit.* (voir p. 158).

59. On citera entre autres : NDIAYE, Pap, *La condition noire. Essai sur une minorité française*, Paris : Éd. Calmann-Lévy, 2008, 440 p. ; *Les Noirs américains. De l'esclavage à Black Lives Matter*, Paris : Éd. Tallandier, 2021 ; 272 p. ; "Questions de couleur. Histoire, idéologie et pratiques du colorisme", in FASSIN, Éric (sous la direction de), *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*, Paris : Éd. La Découverte, 2006, pp. 37-54 ; "Les études américanistes", in : MAHÉ, Alain (sous la direction de), *Savoirs du lointain et sciences sociales*, Saint-Denis : Éd. Bouchène, 2004, pp. 31-42 ; "Du maccarthysme au Tea Party", *Critique*, n° 776-777, 2012, pp. 119-128 ; "John Hope Franklin, historien des Noirs américains", *Critique internationale*, n° 47, 2010, pp. 161-168 ; "Sort des minorités en France et perception du pays à l'étranger intimement liés", *Revue internationale et stratégique*, vol. 73, n° 1, 2009, pp. 91-93 ; "Pour une histoire des populations noires en France : préalables théoriques", *Le Mouvement social*, n° 213, 2005, pp. 91-108.

pourtant aisément accessibles dans les bibliothèques et sur les réseaux sociaux : « Il incarne un courant de l'extrême-gauche intellectuelle woke qui remet à l'honneur la race, là où les républicains universalistes cherchaient à l'effacer, en défendant des valeurs communes à tout citoyen quelle que soit sa couleur de peau, sa religion, son orientation sexuelle, etc. Il a été membre du Conseil représentatif des associations noires de France, association à laquelle certains ont reproché d'être communautariste. Pap Ndiaye s'est montré favorable au déboulonnage de statues. Ce sont ses études aux États-Unis, pendant lesquelles il a participé à des réunions en non-mixité, qui l'ont conduit à se montrer sensible à ces thèses. Et il est surprenant de voir un intellectuel plaquer une réalité américaine sur la France alors que les différences sont notables »⁶⁰.

Il est vrai que cette assignation du nouveau ministre de l'Éducation nationale à « résidence communautaire » a parfois emprunté un registre davantage ambivalent et irénique, relevant d'une forme de méritocratie différentialiste : la preuve que la réussite scolaire, sociale et politique d'un Français issu des « minorités visibles » est toujours possible. Cela conforte l'idée que le « modèle républicain français » fonctionnerait plutôt bien, quand il n'est pas tout simplement loué comme le meilleur du monde. C'est le discours de l'exceptionnalisme français qui a été fréquemment tenu, de l'extrême gauche à la droite centriste, pour saluer positivement la nomination d'un ministre noir dans un ministère hautement symbolique. Mais ce sentiment d'autosatisfaction sur la performance du « modèle français d'intégration » et sur la « générosité » de notre République à l'égard de tous ses enfants, quelles que soient leur classe sociale et leur race, pose aussi problème quand il minimise les phénomènes de discrimination et qu'il tend à opposer implicitement le *Noir méritant* à la masse, c'est-à-dire aux *Noirs délinquants*⁶¹ et aux autres minoritaires censés poser problème. L'héritocratie « à la française »⁶² vire parfois à la myopie nationale, occultant les causes profondes de la survivance de controverses identitaires que l'on croyait pourtant appartenir au passé. Aussi doit-on espérer que la nomination d'un ministre noir dans un ministère prestigieux se banalise avec le temps et que, loin de déclencher des passions identitaires, elle finisse par susciter une véritable indifférence communautaire, attestant ainsi que la nérophobie ou le racisme anti-Noir a véritablement disparu de la société française en général, et de sa classe politique en particulier.

Marseille, le 28 juin 2022

60. 2^{ème} DB73 (pseudonyme d'un militant de la laïcité), art. cité.

61. GEISSER, Vincent, "Bon nègre' méritant versus 'mauvais nègre' délinquant ? Ambivalences et hypocrisies autour de la fabrique du héros Mamoudou Gassama", *Migrations société*, vol. 30, n° 172, avril-juin 2018, pp. 3-11.

62. PASQUALI, Paul, *op. cit.*